



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETÉ N°354/DDPP/2012
portant mise en demeure

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 mai 1997 et ses modifications des 8 février 2000 et 26 mars 2010 réglementant les activités de la S.A. PARET VILLEDIEU à SAINT ETIENNE, 15 rue Lissagaray ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 9 octobre 2012, établi à la suite d'une visite d'inspection du 2 octobre 2012 constatant une situation de non conformité au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 mai 1997 susvisé, en particulier pour le stockage de produits dangereux ;

CONSIDERANT que les prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

ARRETE

Article 1 : La S.A. PARET VILLEDIEU à SAINT ETIENNE, 15 rue Lissagaray, est mise en demeure de respecter, sous un délai de deux mois, les dispositions des articles 4.8.1 et 4.8.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 mai 1997 susvisé (absence de rétention pour le stockage de produits dangereux).

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du code de l'environnement.

Article 3 : En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 : Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations, Monsieur Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement chargé de l'Inspection des Installations Classées et, Monsieur le Maire de SAINT ETIENNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairies où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée d'un mois en mairies, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le

23 OCT. 2012.

Pour la Préfète
et par délégation
Le Secrétaire Général

Patrick FERIN

Copie adressée à :

- Madame la Directrice de la société PARET VILLEDIEU

15 rue Lissagaray

42 100 SAINT ETIENNE

- Inspection des installations classées DREAL Loire

- Archives

- Chrono